

*Questions orales*

**M. Pepin:** Madame le Président, nous aurons l'occasion de parler de cette question dans quelques minutes, car mon budget sera étudié au comité cet après-midi. On a bien traité la ville d'Edmonton.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Pepin:** Nous pourrions voir les chiffres dans quelques minutes. La ville d'Edmonton a trois aéroports. L'aéroport international a pris de l'expansion; on y a affecté des sommes considérables. L'aéroport municipal est prospère et on prend des mesures en vue d'aider l'aéroport Villeneuve.

\* \* \*

**LA CHAMBRE DES COMMUNES**

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE D'ÉTAT DU MALAWI

**Mme le Président:** J'aimerais signaler à la Chambre la présence à la tribune de l'honorable Bakili Muluzi, ministre d'État du Malawi.

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

**LES DÉPENSES PUBLIQUES**

LES ARMEMENTS—LES PROGRAMMES SOCIAUX—LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT À LA PRIORITÉ

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. On annonce dans le budget que le Canada augmentera ses dépenses militaires de 3 p. 100 en valeurs réelles, ce qui signifie qu'au cours des trois prochaines années, les dépenses augmenteront de 649 millions de dollars sans tenir compte des effets de l'inflation. Cependant, les dépenses de l'enveloppe des affaires sociales diminueront de 1.4 milliard de dollars par rapport aux augmentations prévues de l'indice des prix à la consommation; ce qui veut dire que les dollars que l'on devrait et que l'on pourrait normalement affecter aux programmes sociaux serviront à acheter du matériel militaire coûteux. Le gouvernement estime-t-il que pour les trois prochaines années il vaut mieux accorder la priorité aux achats d'armes et de canons plutôt qu'aux programmes d'aide aux miséreux?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le projet de dépenses du gouvernement prévoit une augmentation réelle des montants affectés à la défense pour plusieurs années à venir, parce que le Canada doit respecter les engagements qu'il a pris envers ses alliés et qu'il est souhaitable de maintenir sa puissance militaire au même niveau. Je crois que l'on approuve généralement cette décision au Canada. Cette décision ne constitue aucunement un réaménagement de nos priorités dans le domaine social. En réalité, les dépenses affectées au développement social demeurent une priorité fondamentale, elles constituent l'élément le plus important de notre budget et elles ont augmenté de 300 p. 100 au cours des dix dernières années. Je pense que le député devrait tenir compte de ces chiffres aussi.

● (1440)

**M. Sargeant:** Madame le Président, ce matin, le Conseil canadien de développement social a rapporté que le budget du gouvernement aurait des effets néfastes graves sur le coût de la vie des Canadiens à faibles revenus et qu'il alimenterait à la fois le chômage et l'inflation. En outre, étant donné que quatre de nos alliés au sein de l'OTAN, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, ont tous annoncé qu'ils réduiraient leurs dépenses dans le domaine de la défense au lieu de les augmenter de 3 p. 100, le ministre peut-il s'engager à repenser nos engagements en cet égard afin que nous aussi, à l'instar de nos alliés européens, puissions réduire nos dépenses militaires pour que les programmes sociaux n'aient pas à en souffrir?

**M. MacEachen:** Non, madame le Président, je n'ai pas l'intention de revenir sur les engagements que nous avons pris relativement à des dépenses militaires essentielles. Je serais enclin à reconsidérer ma décision si le député pouvait me prouver que nos engagements en matière de développement social ont décliné. Or, tel n'est pas le cas. Le développement social demeure une priorité fondamentale et chaque année, le gouvernement augmente les sommes qui y sont affectées.

Le député a parlé de l'inflation. C'est, bien sûr, une considération importante mais, comme l'a fait remarquer le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, les programmes universels ressortissant au domaine du développement social sont indexés contre l'inflation, ce qui en augmente considérablement le coût.

\* \* \*

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LA NOUVELLE ADMINISTRATION AMÉRICAINE

**M. Gilbert Parent (Welland):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Depuis les élections présidentielles américaines, les commentaires vont bon train dans la presse au sujet de la tournure que vont prendre les relations entre le Canada et ce pays. Étant donné que c'est le cinquième président américain qu'élisent les Américains depuis que le premier ministre est au pouvoir, ce dernier pourrait-il nous dire comment il voit l'avenir de nos relations avec notre plus grand partenaire commercial?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président...

**M. Paproski:** Pas d'affolement!

**M. Trudeau:** Madame le Président, je m'explique mal la nervosité des députés de l'opposition. C'est une question parfaitement légitime. Les députés d'en face sont sans doute amers de ne pas avoir pensé à la poser eux-mêmes. Je puis leur affirmer que la presse m'a interrogé maintes et maintes fois à ce sujet. En général, j'ai passé le flambeau au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais comme il n'est pas là, je vais me contenter de répéter qu'il représente la position du gouvernement, qui est la suivante: nous espérons avoir et entretenir de bonnes relations avec la nouvelle administration américaine dès son arrivée au pouvoir.